

**Société Générale SCF**  
Société Anonyme au capital de 150.000.000 euros  
Siège social : 17 cours Valmy - 92800 PUTEAUX  
479 755 480 RCS NANTERRE

**RAPPORT D'ACTIVITE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
SUR LES COMPTES SEMESTRIELS  
AU 30 JUIN 2013**

**I. ACTIVITE DE LA SOCIETE AU COURS DE L'EXERCICE ECOULE**

Au 30 juin 2013, le bilan présente un total de 9.758,2 millions d'euros. Pour rappel au 31 décembre 2012, le total de bilan était de 11.458,6 millions d'euros. La variation s'explique principalement par le remboursement à l'échéance de 3 séries d'obligations foncières pour un montant total de 1.341 millions d'euros.

L'encours d'Obligations Foncières au 30 juin 2013 est de 8.030,9 millions d'euros et 900,1 millions de dollars (comprenant respectivement 146,1 millions d'euros et 0,8 million de dollars d'intérêts courus non échus).

Les fonds propres à fin juin 2013 s'élèvent à 196,7 millions d'euros.

**Chiffres clés du bilan**

En millions d'euros	30/06/2013	31/12/2012
Total Actif	9.758,2	11.458,6
Dont Prêts octroyés à SG	8.885,0	10.227,4
Total Fonds Propres	196,7	190,1

**A- Evolution des actifs au cours du premier semestre 2013**

A fin juin 2013, le cover pool (portefeuille d'actifs éligibles) d'un montant de 12.836 millions d'euros, constitué principalement de prêts aux collectivités locales françaises et étrangères ou garantis par celles-ci, se décomposait comme suit :

Type de débiteurs	% du total
<b>France :</b>	
Régions	9,6%
Départements	21,2%
Municipalités	13,1%
Groupements de municipalités	10,7%
Etablissements Publics de Santé	16,1%
Syndicats ( transports, gestio des eaux, etc...),	5,7%
Autres	2,9%
Souverain	12,4%
<b>Total France</b>	<b>91,7%</b>
<b>Belgique :</b>	
Régions	1,0%
<b>Total Belgique</b>	<b>1,0%</b>
<b>USA :</b>	
Expositions garanties par un souverain	1,5%
<b>Total USA</b>	<b>1,5%</b>
<b>GCC Area :</b>	
Expositions garanties par un souverain	2,7%
<b>Total GCC</b>	<b>2,7%</b>
<b>Institution Supranationale :</b>	
Expositions garanties par un supranational	2,3%
<b>Total Institution Supranationale</b>	<b>2,3%</b>
<b>Allemagne:</b>	
Expositions garanties par un souverain	0,8%
<b>Total Allemagne</b>	<b>0,8%</b>

Parmi les contreparties de type "Autres", se trouvent essentiellement des chambres de commerce et des entreprises portuaires.

Au premier semestre 2013, Société Générale SCF a continué sa stratégie de diversification des classes d'actifs remis en pleine propriété à titre de garantie, tels des prêts garantis par les agences de crédit-export de France et de l'Allemagne, des crédits-baux et de contrats de partenariats contractés par des collectivités territoriales françaises ou par l'Etat français. La société a encore élargi sa base d'actifs éligibles en introduisant en juin 2013 la possibilité de mobiliser des obligations émises par des collectivités territoriales, les premiers actifs de cette nature ayant été transférés le 24 juin 2013.

## Répartition Géographique

	Actifs	% du cover pool
FRA - Alsace	181 855 491	1,4%
FRA - Aquitaine	327 997 561	2,6%
FRA - Auvergne	113 935 535	0,9%
FRA - Basse-Normandie	154 028 598	1,2%
FRA - Bourgogne	290 627 691	2,3%
FRA - Bretagne	213 269 026	1,7%
FRA - Centre	264 254 343	2,1%
FRA - Champagne-Ardenne	64 935 656	0,5%
FRA - Corse	12 116 524	0,1%
FRA - Franche-Comté	147 273 065	1,1%
FRA - Haute-Normandie	331 556 869	2,6%
FRA - Ile-de-France (excl. Paris)	1 799 200 606	14,0%
FRA - Ile-de-France (Paris uniquement)	739 276 790	5,8%
FRA - Languedoc-Roussillon	389 552 763	3,0%
FRA - Limousin	64 861 446	0,5%
FRA - Lorraine	556 568 594	4,3%
FRA - Midi-Pyrénées	289 973 422	2,3%
FRA - Nord-Pas-de-Calais	747 712 038	5,8%
FRA - Pays-de-la-Loire	535 333 546	4,2%
FRA - Picardie	203 686 353	1,6%
FRA - Poitou-Charentes	237 938 649	1,9%
FRA - Provence-Alpes-Côte-d'Azur	1 131 173 331	8,8%
FRA - Rhône-Alpes	1 387 843 701	10,8%
FRA - Overseas Departments and Territories	-	0,0%
FRA - Souverain	1 587 593 042	12,4%
<b>Total France</b>	<b>11 772 564 641</b>	<b>91,7%</b>
BEL	125 000 000	1,0%
<b>Total Belgique</b>	<b>125 000 000</b>	<b>1,0%</b>
USA	192 575 751	1,5%
<b>Total USA</b>	<b>192 575 751</b>	<b>1,5%</b>
GCC	349 847 095	2,7%
<b>Total GCC</b>	<b>349 847 095</b>	<b>2,7%</b>
Institution Supranationale	292 600 000	2,3%
<b>Total Institution Supranationale</b>	<b>292 600 000</b>	<b>2,3%</b>
ALL	103 432 748	0,8%
<b>Total Allemagne</b>	<b>103 432 748</b>	<b>0,8%</b>
<b>TOTAL</b>	<b>12 836 020 235</b>	<b>100,0%</b>

Le portefeuille est composé de créances saines, il n'y a pas eu de cas de défaut depuis la mobilisation de ces créances.

Au cours du premier semestre 2013, dans le cadre d'une gestion active du *cover pool* et afin de satisfaire le taux de surdimensionnement sur les émissions obligataires, de nouvelles créances ont été mobilisées :

- Rechargement de 712.970.034,12 euros le 7 février 2013,
- Rechargement de 76.132.763,39 euros le 14 février 2013,
- Rechargement de 127.588.221,48 euros le 19 février 2013,
- Rechargement de 36.641.521,22 euros le 6 mars 2013 (valeur actuelle nette d'une créance avec un nominal de 42.997.312 euros),
- Rechargement de 30.604.797 euros le 6 mars 2013,
- Rechargement de 159.688.923 euros d'obligations le 24 juin 2013,
- Rechargement de 280.877.136,46 euros le 26 juin 2013,
- Rechargement de 15.384.817,21 euros le 26 juin 2013.

Les nouvelles créances mobilisées sont des prêts aux collectivités locales françaises ou garantis par celles-ci, des prêts garantis par des agences de crédit-export, une créance sur l'Administration Centrale française, des titres garantis par la ville de Paris, des crédits-baux et des partenariats public-privé contractés par l'Etat ou les collectivités territoriales.

A fin juin 2013, les valeurs de remplacement représentent un total de 199,9 millions d'euros, entièrement constitué de dépôts à vue ou à terme intra-groupe SOCIETE GENERALE. Ces valeurs représentent 2,30 % de l'encours d'Obligations Foncières (contre un plafond imposé par la loi de 15%).

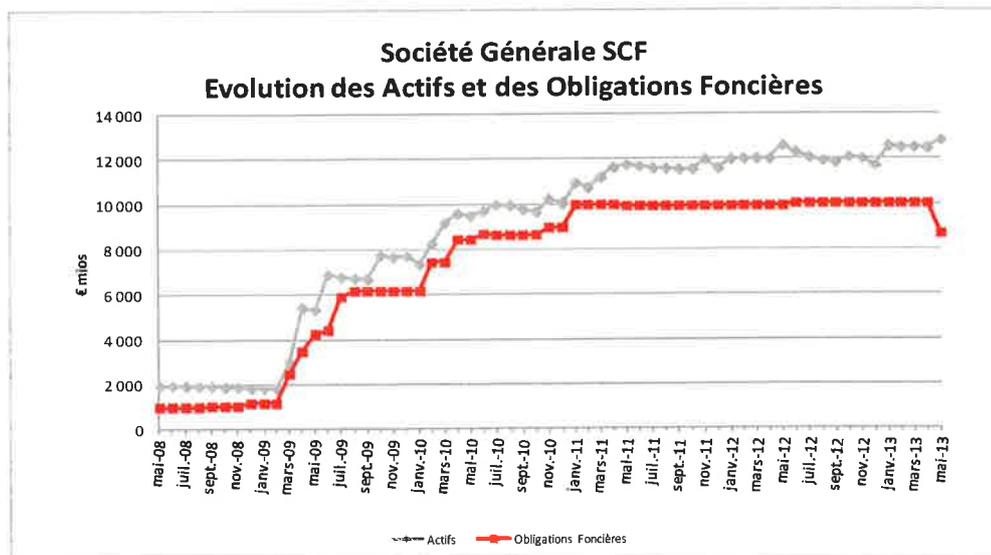
#### B- Evolution des dettes bénéficiant du privilège au premier semestre 2013

Au cours du premier semestre, Société Générale SCF n'a réalisé aucune nouvelle émission.

La société a remboursé à échéance les séries d'obligations suivantes :

- Série 1 : Montant nominal de 1.100 millions d'euros à 4,75%, échéance 6 juin 2013,
- Série 13 : Montant nominal de 19 millions d'euros à EIB3M + 0,53%, échéance 19 juin 2013,
- Série 14 : Montant nominal de 309,6 millions de dollars à LIB3M + 0,78%, échéance 19 juin 2013.

L'encours d'Obligations Foncières, après prise en compte des opérations de couverture de taux et de change, à fin juin 2013 s'établit à 8.865,7 millions d'euros (dont 146,7 millions d'euros d'intérêts courus).



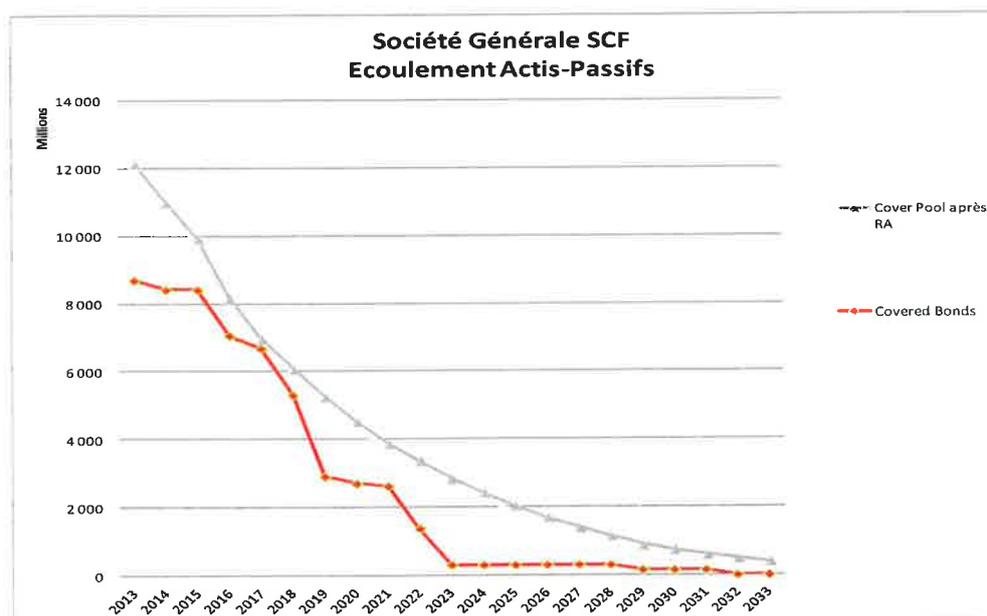
Le programme EMTN a fait l'objet d'une mise à jour annuelle visée par l'AMF en date du 29 mai 2013. A cette occasion, le Prospectus de Base a été mis en conformité avec la nouvelle Directive Prospectus en excluant du champ d'intervention de l'émetteur tout produit structuré et a incorporé la possibilité d'émettre des titres nominatifs purs de droit allemand (*nammenspapers*) sous le programme.

#### C- Evolution du ratio de couverture

Le ratio de couverture, calculé selon les normes réglementaires pour les sociétés de crédit foncier françaises, représente le rapport des actifs remis en pleine propriété à titre de garantie, le cas échéant pondérés, sur les dettes bénéficiant du privilège de la loi.

Au 30 juin 2013, le ratio de couverture au sens réglementaire s'établissait à 149,20%.

Société Générale SCF a fait le choix de maintenir à tout moment ce ratio contractuel au-delà du seuil de 105 %.



Conformément à la procédure de contrôle de couverture prévisionnelle qui vise à s'assurer qu'il n'y a pas d'impasse de couverture et de gap de liquidité significatif tout au long de la vie des Obligations Foncières émises, et sur la base d'un taux moyen de remboursement anticipé de 1,65 %, correspondant au taux moyen historique, aucune impasse de couverture n'est observée.

#### D- La gestion des risques de bilan

En matière de risque de taux, Société Générale SCF se conforme à une politique stricte d'immunisation. La conclusion de contrats de swaps de couverture ad hoc permet ainsi de cristalliser, dès l'émission, une marge fixe, toute variation des taux d'intérêts ayant des effets parallèles à l'actif et au passif de Société Générale SCF par la suite.

Pour les émissions en dollars, Société Générale SCF a éliminé le risque de change par la mise en place de swaps financiers de couverture euros/dollars. De ce fait, Société Générale SCF n'est pas exposée au risque de change sur ses émissions.

En matière de risque de transformation, par nature, Société Générale SCF n'est pas exposée, la maturité des prêts à l'actif correspondant exactement à celle des Obligations Foncières émises.

En matière de risque de liquidité, Société Générale SCF a mis en œuvre avec succès son accès sur une base autonome aux opérations de refinancement de la BCE. Au 30 juin 2013, l'encours de créances éligibles au refinancement par la BCE s'élevait à 9,916 milliards d'euros, octroyant à Société Générale SCF une ligne de crédit après prise en compte des différentes décotes de 6,799 milliards d'euros. Le maintien des conditions opérationnelles de cet accès est testé trimestriellement.

Conformément à la recommandation du Contrôleur Spécifique, Société Générale SCF calcule désormais trimestriellement la part des actifs éligibles au refinancement de la BCE pouvant être utilisée pour lever des liquidités tout en respectant le ratio de couverture. Au 30 juin 2013, ce montant s'élevait à 4,156 milliards d'euros en nominal et 3,555 milliards d'euros après décote.

Quant à la surveillance de la liquidité à court terme, Société Générale SCF a respecté le coefficient de liquidité au premier semestre 2013. Au 30 juin 2013, elle présente un excédent de liquidité court terme (< 1 mois) supérieur à 19 millions d'euros.

## E- Le compte de résultat

<b>COMPTE DE RESULTAT</b>			
<i>(En milliers d'EUR)</i>	<b>30/06/2013</b>	<b>31/12/2012</b>	<b>30/06/2012</b>
<b>PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE</b>			
<b>+ Intérêts et produits assimilés (note 9)</b>	<b>259 355</b>	<b>581 213</b>	<b>340 648</b>
+ Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les étés de crédit	67 586	191 030	111 113
+ Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	-	-	-
+ Intérêts et produits sur obligations et autres titres à revenu fixe	(1 193)	(2 520)	-
+ Autres intérêts et produits assimilés	192 963	392 703	229 535
<b>- Intérêts et charges assimilées (note 9)</b>	<b>(246 655)</b>	<b>(555 484)</b>	<b>(327 961)</b>
- Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les étés de crédit	-	-	-
- Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	-	-	-
- Intérêts et charges sur obligations et autres titres à revenu fixe	(196 250)	(403 858)	(201 463)
- Autres intérêts et charges assimilées	(50 405)	(151 626)	(126 498)
<b>+ Produits sur opérations de crédit-bail et assimilées</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>- Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>+ Produits sur opération de location simple</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>- Charges sur opérations de location simple</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>+ Revenus des titres à revenu variable</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>+ Commissions (produits)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>- Commissions (charges) (note 10)</b>	<b>(150)</b>	<b>(45)</b>	<b>(44)</b>
<b>+ / - Gains nets sur opérations liées aux portefeuilles de négociation</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
- Opérations sur titres de transaction	-	-	-
- Opérations de change	-	-	-
- Opérations sur instruments financiers	-	-	-
<b>+ / - Gains nets sur opérations liées aux portefeuilles de placement et assimilés</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
- Plus ou moins value	-	-	-
- Dotations aux provisions et reprises	-	-	-
<b>+ Autres produits d'exploitation bancaire</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
- Opérations faites en commun	-	-	-
+ Autres produits d'exploitation bancaire	-	-	-
- Autres produits non bancaires	-	-	-
<b>- Autres charges d'exploitation bancaire</b>	<b>(1 244)</b>	<b>(26)</b>	<b>(9)</b>
- Opérations faites en commun	-	-	-
- Autres charges d'exploitation bancaires	(1 244)	(26)	(9)
<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>	<b>11 308</b>	<b>25 659</b>	<b>12 635</b>
<b>- Charges générales d'exploitation (note 11)</b>	<b>(1 146)</b>	<b>(5 370)</b>	<b>(3 232)</b>
- Frais de personnel	-	-	-
- Autres frais administratifs	(1 146)	(5 370)	(3 232)
<b>- Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corpor</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>	<b>10 162</b>	<b>20 288</b>	<b>9 403</b>
<b>- Coût du risque</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
- Coût du risque sur établissement de crédit	-	-	-
- Coût du risque sur la clientèle	-	-	-
- Coût du risque sur portefeuille titres	-	-	-
- Autres opérations	-	-	-
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>10 162</b>	<b>20 288</b>	<b>9 403</b>
<b>+ / - Gains ou pertes sur actifs immobilisés</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
- Immobilisations financières	-	-	-
- Immobilisations incorporelles	-	-	-
- Immobilisations corporelles	-	-	-
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOT</b>	<b>10 162</b>	<b>20 288</b>	<b>9 403</b>
<b>+ / - Résultat exceptionnel</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>- Impôt sur les bénéfices (note 12)</b>	<b>(3 560)</b>	<b>(7 303)</b>	<b>(3 298)</b>
<b>+ / - Dotation / reprises de FRBG et provisions réglementées</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>RESULTAT NET DE L'EXERCICE</b>	<b>6 601</b>	<b>12 985</b>	<b>6 105</b>

## **II. EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS DEPUIS L'ARRETE AU 30 JUIN 2013**

Société Générale SCF n'a conclu aucun prêt, swap ou émission d'emprunts depuis la clôture comptable du 30 juin 2013.

## **III. EVOLUTION PREVISIBLE ET PERSPECTIVES D'AVENIR**

Société Générale SCF a fait le choix stratégique de se spécialiser dans les placements privés offrant des prix intéressants et permettant d'optimiser sa gestion ALM en adaptant la fréquence et la taille des émissions à celles du collatéral disponible.

Pour accompagner ses émissions, Société Générale SCF continue à développer le gisement d'actifs éligibles produits par la banque de financement et d'investissement de SOCIETE GENERALE et principalement des actifs garantis par les agences de crédits export.

Compte tenu du business mix du groupe SOCIETE GENERALE, le portefeuille d'actifs resterait néanmoins fortement concentré sur la France.

Au niveau des évolutions réglementaires liées à la directive européenne Capital Requirement Directive (CRD) et le règlement Capital Requirement Regulation (CRR), ensemble le paquet CRD4, sauf exemption, Société Générale SCF sera a priori soumise au respect des ratios Bâlois sur base individuelle.

Société Générale SCF participe activement aux travaux visant à faire évoluer les textes réglementaires français régissant les émetteurs d'obligations foncières lancés par le Ministère des Finances et se met en marche afin d'être en mesure de respecter les nouvelles obligations réglementaires dans le domaine de la congruence de taux et de maturité, de la limitation de l'exposition au sponsor et des procédures de continuité de l'activité.

## **IV. REPARTITION DU CAPITAL SOCIAL**

Au 30 juin 2013, Société Générale SCF était détenue à 99,99 % par SOCIETE GENERALE, le solde étant détenu par six sociétés filiales du groupe SOCIETE GENERALE à raison d'une action par société.

## **V. PRESENTATION DES COMPTES SEMESTRIELS**

Les comptes semestriels ont été établis conformément aux règles de présentation et aux méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur.

Toutes précisions et justifications figurent dans l'annexe des états financiers.

Les comptes semestriels de l'exercice au 30 juin 2013 font apparaître un bénéfice de 6.601 millions d'euros.

## **VI. FILIALES ET PARTICIPATIONS**

Conformément à ses statuts et au Code monétaire et financier, Société Générale SCF ne dispose d'aucune filiale ni aucune participation.

## **VII. ACTIVITE EN MATIERE DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT**

La Société n'a eu aucune activité en matière de recherche et développement.

## **VIII. CONVENTIONS VISEES A L'ARTICLE L 225-38 DU CODE DE COMMERCE**

Au cours du premier semestre 2013, Société Générale SCF n'a conclu aucune nouvelle convention donnant lieu à application de l'article L 225-38 du Code de commerce.

Les conventions suivantes ont poursuivi leurs effets au cours du premier semestre 2013 :

- ✓ convention d'externalisation du 14 décembre 2007,
- ✓ convention d'assistance du 14 décembre 2007,
- ✓ convention de gestion et de recouvrement du 14 décembre 2007 et son avenant du 24 janvier 2011,
- ✓ convention sur l'organisation du contrôle périodique du 26 juin 2012.

Aucune convention courante significative visée par l'article L 225-39 du Code de commerce n'est intervenue sur le premier semestre 2013.

Les Commissaires aux Comptes émettent un rapport sur les comptes semestriels au 30 juin 2013 sur la base d'une revue limitée.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

